

Le financement de la Résistance

Les membres fondateurs **des réseaux** et des mouvements essaient dans un premier temps d'entrer dans la vie clandestine tout en conservant leur emploi, afin de bénéficier d'une "couverture". Quelques uns d'entre eux accèdent à des réseaux qui leur permettent d'obtenir des fonds.

A partir de 1943, l'argent, "nerf de la guerre", devient l'une des toutes premières préoccupations de la Résistance intérieure. Jean Moulin, dispose au printemps 1943, de quinze millions de francs par mois pour les mouvements et les organes dirigeants de la Résistance. En septembre 1943, à Alger, le COMIDAC (Comité d'Action en France), placé sous la présidence du général de Gaulle, fixe chaque mois le montant des budgets accordés.

En été 1943, la multiplication des réfractaires et **des Groupes francs**, exige des financements accrus. Les clandestins, qui bien souvent ne peuvent compter que sur l'aide alimentaire de la population sympathisante, vont jusqu'à recourir au vol.

Des quêtes sont organisées, sous couvert du «Sou des écoles» par exemple. De grandes entreprises sont sollicitées. En Isère, le quotidien *Le Petit Dauphinois* ou les Mines de La Mure assurent discrètement la Résistance de contributions financières.

Les réseaux, qui font exception, sont pour la plupart directement financés par Londres. Le réseau Reims-Coty, obtient par exemple l'argent nécessaire au fonctionnement de la région Delly (Rhône-Alpes et Alsace-Lorraine), sur un compte du Comptoir National d'escompte à Grenoble dont le directeur, M. Lefevre, est membre du réseau. L'argent est envoyé de Londres, au prorata du nombre d'agents, par parachutage ou par la Suisse.



Valise ayant contenu 6 millions de francs provenant
Du coup de main à la poste centrale de Grenoble. Coll. MRDI

Mais ces financements restent toujours insuffisants. Le CDLN de l'Isère (Comité départemental de la Libération nationale), **réuni pour la première fois le 25 janvier 1944**, adopte alors le principe suivant : *"Nous sommes les représentants départementaux de ce que nous appelons le véritable gouvernement de la France. Nous ne serions pas convaincus de l'honneur et des responsabilités qui nous échoient si nous hésitions à considérer toutes les richesses publiques comme nos richesses (très exactement celles de notre peuple) (...) La récupération du Trésor Public par la Résistance est plus qu'une nécessité, elle est un élémentaire devoir."*

Aussi des raids sont ils organisés par les Groupes francs ou **des maquis** dans les bureaux de poste et les perceptions : le 8 mars 1944, l'attaque de la Poste centrale de Grenoble, opérée par le Groupe franc Paul Vallier, rapporte 6 050 000 F à la Résistance iséroise.

Selon Georges Bois-Sapin, la somme est répartie comme suit :

- la moitié, pour **les maquis du Vercors**
- deux millions, pour les Mouvements unis de la Résistance (MUR), la moitié à son service social,
- 400 000 F, au capitaine Lespiau "Lanvin" pour le maquis de l'Oisans
- le reste de l'argent, pour le service social du mouvement **Combat**.

A côté des réseaux, dont les agents sont rémunérés suivant la procédure évoquée plus haut, la Résistance a souvent mis en place des circuits de financement plus "artisansaux", liés aux conditions locales : bons de réquisitions, participations financières d'entreprises, "coups de mains" sur des perceptions ou des bureaux de poste, quêtes publiques... Tout ceci reste bien insuffisant pour subvenir aux besoins des nombreux clandestins et particulièrement des maquisards qui ont généralement à souffrir d'un manque récurrent de nourriture, d'équipement et d'armement.